

Fichier 3.

L'obscurantisme des religions : s'il n'avait point existé, il eût fallu l'inventer !

Comme suite à un article affirmant que « la religion n'existe pas », ce texte établit un état des lieux accablant : loin d'être en voie de disparition, les religions n'ont jamais été plus prégnantes, avec leurs rites, leurs dérives et leurs turpitudes opérées « sous protection divine ». Les auteurs y dénoncent le rôle des clergés comme architectes et bénéficiaires d'un parasitisme social organisé, et ouvre sur une espérance : celle d'une révolution laïque planétaire, seule alternative crédible à la catastrophe humanitaire que les religions continuent de produire.

Prétendre que les religions n'existent plus relève de l'aveuglement volontaire. Non seulement elles existent, mais elles constituent l'une des machines de guerre idéologique les plus efficaces de notre temps, et leurs clergés en sont les premiers ingénieurs – et les premiers bénéficiaires.

1. Un état des lieux accablant : la religion comme marqueur de conflits

Les conflits à dimension religieuse sont en hausse constante : environ un tiers des guerres civiles contemporaines ont une composante confessionnelle

affirmée, avec une tendance à la hausse depuis la fin de la Guerre froide. Du Proche-Orient à l'Afrique, de l'Asie du Sud à l'Europe post-yougoslave, les appartenances religieuses servent de marqueur identitaire, de levier de mobilisation et de justification de la violence.

-Proche et Moyen-Orient : la guerre civile syrienne, les affrontements en Irak et la guerre au Yémen opposent sunnites et chiites, mais aussi des régimes et des puissances régionales (Iran, Arabie saoudite) qui instrumentalisent le clivage confessionnel pour asseoir leur domination.

-Israël/Palestine : d'un côté, un sionisme de plus en plus teinté de messianisme religieux ; de l'autre, des mouvements islamistes qui légitiment la violence par des lectures coraniques. La « terre promise », le « jihad », la « communauté menacée » deviennent des mots d'ordre qui rendent tout compromis suspect.

-Asie : en Inde, la montée de l'hindouisme politique s'accompagne de pressions et de violences contre les minorités musulmanes et chrétiennes. Au Myanmar, la persécution des Rohingyas est menée par une majorité bouddhiste nationaliste, avec la participation active de moines.

-Afrique : au Nigeria, les affrontements entre chrétiens et musulmans, l'adoption de la charia dans plusieurs États du Nord et l'action de Boko Haram ont fait des dizaines de milliers de victimes. En Centrafrique et au Sahel, milices à dominante chrétienne (Antibalaka) et musulmane (Seleka), ainsi que groupes djihadistes, s'affrontent en invoquant la foi et la défense de la communauté.

-Europe et espaces post-soviétiques : la désintégration de l'ex-Yougoslavie a transformé les appartenances confessionnelles (orthodoxes, catholiques, musulmans) en frontières de guerre, nourrissant nettoyages ethniques et massacres. En Ukraine, le discours russe mobilise l'orthodoxie et la « décadence morale occidentale » pour justifier l'agression.

Ces exemples ne sont pas des résidus du passé : ce sont des réalités contemporaines, où la religion est bel et bien « prégnante », avec ses rites, ses symboles, ses dogmes et ses dérives.

2. Rites, dérives et turpitudes « sous protection divine »

Ces violences ne sont pas de simples « dérives » : elles sont ritualisées, sacralisées, légitimées.

-Rites et sacralisation : prières avant les combats, bénédiction des armes, serments sur des textes sacrés, pèlerinages en mémoire des « martyrs » : la guerre elle-même est ritualisée et présentée comme un acte religieux.

-Dérives doctrinales : lectures littéralistes et sélectives des textes, excommunication de ceux qui négocient, assimilation de l'adversaire à l'« infidèle », à l'« apostat » ou à l'« ennemi de Dieu » : la théologie devient un arsenal pour justifier l'exclusion et le meurtre.

-Turpitudes sous protection divine : persécutions de minorités, conversions forcées, esclavage sexuel au nom du « butin de guerre » (Daesh), destructions de lieux de culte, déplacements massifs de populations :

autant de crimes qui seraient condamnés par la justice des hommes s'ils étaient commis au nom d'une idéologie purement politique, mais qui trouvent une légitimité supplémentaire lorsqu'ils sont placés « sous la protection de Dieu ».

Dans ces contextes, la religion ne se contente pas d'accompagner la violence : elle la rend possible, la rend pensable, la rend acceptable aux yeux de ceux qui la commettent.

3. Les clergés : architectes et bénéficiaires du parasitisme social organisé

Il faut nommer les choses : les premiers responsables de cette catastrophe humanitaire sont les clergés – prêtres, pasteurs, imams, rabbins, moines, hiérarques de toutes obédiences. Ils ne sont pas de simples « accompagnateurs » : ils sont les architectes et les gardiens d'un système de parasitisme social organisé.

a) Prélèvement systématique sur les fidèles
Dîme, quêtes, dons, legs, fondations pieuses, exonérations fiscales, propriétés immobilières colossales : une part considérable de la richesse produite par les travailleurs est détournée vers des institutions religieuses qui ne produisent rien de tangible pour la société. Pendant que des millions de personnes peinent à se nourrir, à se loger, à se soigner, des Églises, des mosquées, des temples et des hiérarchies religieuses accumulent des capitaux, des terres, des bâtiments, des œuvres d'art, sans autre justification que la « volonté divine ».

b) Paresse intellectuelle institutionnalisée
La fonction première des clercs n'est pas de penser, mais de faire penser à leur place. Catéchismes,

prêches, sermons, fatwas, homélies : un discours répétitif, dogmatique, fermé, dont l'objectif est d'interdire l'esprit critique. Les fidèles sont encouragés à croire, pas à comprendre ; à obéir, pas à discuter ; à prier, pas à analyser. La paresse intellectuelle n'est pas un effet secondaire : c'est un produit délibéré, nécessaire à la survie du système.

c) Vie en oripeaux et privilèges de caste

Palais épiscopaux, résidences somptueuses, costumes et apparats, faste liturgique, trains de vie princiers : pendant que les fidèles peinent à survivre, leurs « guides spirituels » se prélassent dans l'opulence, protégés par des statuts, des immunités, des réseaux d'influence. Ces hiérarques ne travaillent pas au sens productif du terme : ils gèrent des croyances, organisent des rites, maintiennent des hiérarchies, et légitiment, directement ou indirectement, les violences commises au nom de leur foi.

d) Absence totale de production sociale

Contrairement aux travailleurs, aux paysans, aux ingénieurs, aux soignants, aux enseignants, les clercs ne produisent ni biens, ni services essentiels. Leur « travail » consiste à :

- entretenir la peur de l'enfer, du péché, de l'apostasie ;
- justifier les inégalités par la « volonté divine » ;
- sanctifier les guerres et les massacres ;
- perpétuer la soumission des femmes, des minorités, des dissidents.

Ce parasitisme n'est pas accidentel : il est **organisé par des prédateurs et leurs hiérarchies**. Les

institutions religieuses sont des appareils de pouvoir qui, à travers leurs dogmes, leurs tribunaux (charia, tribunaux ecclésiastiques, etc.), leurs écoles et leurs réseaux, perpétuent un ordre social fondé sur la soumission, la peur et la dépendance.

4. Pourquoi tant de haines et de malheurs « au soleil » ?

Trois fonctions du religieux dans les conflits aident à comprendre cette persistance de la haine :

-Fonction d'identité : quand l'État ou la citoyenneté nationale faiblit, les individus se recroquevillent sur des appartenances communautaires ; la religion devient le critère principal de regroupement et de méfiance.

-Fonction de mobilisation : au nom de la foi ou de la défense de la communauté, on recrute, on arme, on légitime des milices et des actions violentes.

-Fonction de légitimation : invoquer Dieu, la terre sacrée, la « communauté menacée » donne un sens ultime aux sacrifices et rend négociations et compromis suspects.

À cela s'ajoute *l'instrumentalisation politique* : chefs de guerre, partis nationalistes, régimes autoritaires utilisent la religion comme un outil de pouvoir. La haine n'est donc pas seulement « religieuse » ; elle est aussi politique, économique et sociale. Mais c'est bien au nom de Dieu, ou de la défense de la foi, que sont commises certaines des pires atrocités contemporaines.

5. Contre la raison, la science, la liberté de conscience

Les religions contemporaines s'opposent frontalement :

-à la **science** (refus de l'éducation moderne, rejet de certaines avancées médicales ou sociales, endoctrinement des jeunes générations) ;

-à la **raison** (lectures littéralistes, rejet de l'esprit critique, sacralisation de textes et de dogmes) ;

-à la **liberté de conscience** (apostasie criminalisée, conversions forcées, pressions communautaires, blasphème puni de mort dans plusieurs pays) ;

-à l'**émancipation** (statut inférieur des femmes, contrôle des corps, des sexualités et des choix de vie au nom de la tradition religieuse).

Dire que « les religions n'existent plus » n'est pas seulement inexact : c'est occulter les souffrances concrètes de millions de personnes qui paient de leur liberté, de leur intégrité, parfois de leur vie, le prix de dogmes et de hiérarchies religieuses – et de clergés qui en sont les premiers bénéficiaires.

6. Conclusion et ouverture : vers une révolution laïque planétaire

Les religions n'ont jamais été plus prégnantes, avec leurs rites, leurs dérives, leurs turpitudes opérées sous protection divine et contre la justice des hommes et des nations. Et si tant de haines et de malheurs s'étendent « au soleil », c'est aussi parce que des clergés, toutes obédiences confondues, ont organisé leur propre survie sur le dos des fidèles, en parasitant le travail, la pensée et la liberté de conscience.

L'obscurantisme des religions : s'il n'avait point existé, il eût fallu l'inventer ! – pour précipiter le monde vers sa fin prochaine.

Mais de ce constat accablant peut naître une espérance : celle d'une révolution laïque planétaire, capable de libérer les consciences du joug des dogmes et des hiérarchies religieuses.

Une telle révolution ne serait pas une guerre contre les croyants, mais une émancipation collective contre les systèmes de pouvoir qui exploitent la foi. Elle reposerait sur :

-La souveraineté de la raison : éducation critique, science accessible à tous, liberté de penser sans tutelle dogmatique ;

-La justice sociale : fin des privilèges fiscaux et immobiliers des institutions religieuses, réaffectation des ressources vers l'éducation, la santé, la culture ;

-La liberté de conscience réelle : droit de croire ou de ne pas croire, de changer de religion ou d'abandonner toute religion, sans pression communautaire ni menace de mort ;

-La séparation radicale du religieux et du politique : aucune loi religieuse au-dessus des lois de la République, aucun tribunal confessionnel, aucune immunité pour les crimes commis au nom de Dieu.

Tant que la haine et le malheur se réclameront de Dieu, les religions, elles, existeront bel et bien – et plus que jamais. Mais si des peuples entiers choisissaient la laïcité comme horizon commun, alors peut-être que l'obscurantisme, lui, commencerait enfin à reculer.

Car ce n'est pas Dieu qu'il faut abolir, mais les clergés qui parlent en son nom. Ce n'est pas la foi qu'il faut détruire, mais le parasitisme organisé qui la monnaie.

Et ce n'est pas les croyants qu'il faut combattre, mais les systèmes qui les asservissent.

Une révolution laïque planétaire n'est pas une utopie : c'est la seule alternative crédible à la catastrophe humanitaire que les religions, sous protection divine, continuent de produire.

T.R. et PPTY. ; août 2026
